

Elle y a fait allusion, semble-t-il, parce que d'après elle le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) avait parlé de l'opportunité d'un revenu minimum garanti dans notre pays. Elle a continué, faisant toujours allusion au discours du ministre:

Je me rappelle qu'on a vivement applaudi cette suggestion, car les travailleurs de bien-être social et les travailleurs sociaux croient que le Sénat a raison de proposer un revenu minimum garanti aux bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse

Elle a dit par la suite:

Une des plus intéressantes communications que nous avons entendues à la conférence canadienne sur le bien-être social, à Vancouver, a été celle du professeur Richard Titmuss, de la *London School of Economics*. Il nous a dit que la Chambre des communes du Royaume-Uni est saisie d'une mesure de sécurité sociale qui, dans ses grandes lignes, ressemble beaucoup au revenu minimum garanti proposé par le comité sénatorial de la gérontologie.

C'est une mesure où l'on calcule le revenu des bénéficiaires de l'assistance sociale, de la pension de vieillesse et celui d'autres catégories de personnes nécessiteuses. On calcule le revenu de ces personnes—soit dit en passant, on ne tient pas compte de leur logement—et on tient compte des impôts qu'elles doivent payer.

Elle a fourni de plus amples détails et a dit ensuite:

Ces personnes reçoivent un chèque régulièrement et à la fin de chaque année on leur demande si leur statut a changé.

S'il n'a pas changé, ils continuent de recevoir le chèque. Que représente-t-il? La différence entre ce que ces gens reçoivent et ce que le gouvernement estime être un revenu minimum garanti convenable.

● (5.00 p.m.)

Je pris les députés d'écouter ces paroles:

Voilà ce que nous devrions faire au Canada si nos ressources nous le permettaient.

(*Applaudissements*)

Je remarque que la représentante de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis) a applaudi. Ces paroles révèlent on ne peut mieux la valeur, l'humanité et l'utilité du programme du gouvernement.

Certains des députés que j'ai cités au cours de ce débat, accablent maintenant de mépris la méthode même qu'ils louaient il y a quelques mois, et qu'ils exhortaient le gouvernement à l'époque à inclure au plus tôt dans la mesure. Rien d'étonnant que les députés, de ce côté-ci de la Chambre, qui se souviennent de l'emploi des mots «évaluation du revenu» soient tentés de parler d'hypocrisie et de douter en même temps de la sincérité du Nouveau parti démocratique, devant pareilles critiques d'hommes qui, il y a quelques mois ne tarisèrent pas d'éloges sur cette mesure.

[M. Gray.]

Les néo-démocrates veulent faire croire aujourd'hui qu'ils entretiennent des vues et des intentions supérieures. Cependant, la population pourrait bien éprouver la plus grande suspicion à l'endroit d'un parti qui cherche si désespérément à obtenir son appui qu'il est prêt à dire ou à faire n'importe quoi, et qui essaie de profiter de l'authentique préoccupation qui suscite le sort des vieillards pour s'assurer l'appui du public.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déjà rappelé qu'au cours des 14 années durant lesquelles le chef du NPD fut premier ministre de la Saskatchewan, son gouvernement—qui pratiquait l'évaluation des ressources sans qu'apparemment on s'en plaigne—agissait de la manière même que les néo-démocrates veulent critiquer; pendant 14 ans, des examinateurs employés au service du régime CCF-NPD ont parcouru la Saskatchewan, scrutant et épiant la vie des gens qui demandaient de l'assistance.

De plus, monsieur l'Orateur, lorsque le gouvernement conservateur dirigé par le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) était au pouvoir, il a continué à appliquer une loi comportant une évaluation des ressources sans essayer de la supprimer pendant les six ans de son mandat, et pourtant il jouissait en ce temps-là de la plus forte majorité jamais obtenue au Canada et aurait pu le faire très facilement.

C'est le gouvernement libéral actuel qui, au lieu d'étendre l'évaluation des ressources, comme l'ont laissé croire certains membres de l'opposition, a pris des mesures permettant de l'éliminer même des programmes d'assistance, en faisant adopter le régime d'assistance du Canada, qui se fonde sur l'évaluation des besoins.

Si les Canadiens plus âgés considèrent l'évaluation du revenu et son application avec impartialité et sans l'altérer comme l'opposition s'applique à le faire, ils trouveront pour la plupart que c'est une façon raisonnable et appropriée d'obtenir une aide supplémentaire pour eux et leurs concitoyens.

Pour terminer, monsieur l'Orateur, je signale ceci.

[*Français*]

Ce programme, qui relève de la juridiction fédérale, est important, parce qu'il sera aménagé directement par le gouvernement fédéral et sera disponible partout au Canada. C'est pourquoi il sera en même temps un moyen très important pour rendre plus forte l'unité nationale, parce que cette mesure va démontrer l'intérêt du gouvernement fédéral pour les besoins de tout notre pays.